



**Danielle TARTAKOWSKY**  
Présidente de l'université

La présidente de l'université

Aux personnels de l'université Paris 8

Saint-Denis, le 29 octobre 2012

Cher(e) collègue,

En cette rentrée qui n'est pas encore totalement achevée alors que nous sommes déjà fin octobre, nous devons faire face à des difficultés successives et convergentes qui rendent la vie professionnelle de chacun plus difficile. La semaine dernière a été marquée par des assemblées générales et un appel à la grève d'une partie du personnel. Je tiens à réaffirmer que je prête la plus grande attention aux malaises et au mécontentement existant parmi les Biatoss, tout autant que parmi les enseignants même s'ils l'expriment différemment. Soyez assurés que j'en prends la pleine mesure.

Le malaise ressenti et les difficultés concrètes auxquels nous sommes tous confrontés résultent de la convergence de plusieurs facteurs.

Ce serait se condamner à l'impuissance que d'occulter le fait que l'exaspération qui s'exprime a pris naissance dans les bouleversements structurels corollaires du passage aux RCE, déployées alors que nous sommes confrontés et condamnés à un cadrage budgétaire et à une politique universitaire qui ne nous laissent guère de marges de manœuvre pour apporter les réponses qui s'imposeraient, en matière de recrutement et de lutte contre la précarité en premier lieu.

Ce qui vaut en général vaut avec une acuité particulière pour les universités de SHS dont les dotations sont déterminées par le système d'allocation des moyens (système SYMPA) dont on sait qu'il est extrêmement défavorable aux universités de SHS (la dotation par étudiant de sciences est près de quatre fois celle d'un étudiant de SHS). La faiblesse de nos primes comparées à d'autres établissements et justement dénoncée par certains d'entre vous en est une conséquence. Un certain nombre de présidents d'université dont je suis ont d'ailleurs entrepris d'alerter le ministère sur les effets dévastateurs de ce mode de dotation qui entretient des inégalités structurelles que nous subissons.

Il est donc des combats qu'il conviendrait de mener en commun.

Que l'exaspération renvoie aussi à une situation générale des universités pour laquelle les réponses locales ne peuvent suffire, et face à laquelle il conviendrait que nous puissions nous mobiliser de conserve ne signifie naturellement pas qu'il faille en ignorer la dimension locale. Aussi convient-il de nous donner les moyens de déterminer ensemble les points sur lesquels il nous est possible d'agir à telle échelle. Le travail a, du reste, commencé lors du comité technique du 26 octobre qui réunissait tous les syndicats de Paris 8 et qui avait mis à son ordre du jour certains sujets brûlants sans attendre que la mobilisation ne s'exprime. Lors de ce CT, des solutions ont été esquissées que le CA du lendemain a repris à son compte, qu'il s'agisse de la répartition de l'enveloppe indemnitaire supplémentaire (dite improprement « bonus RCE »), de la question des contrats à 70%, de la nécessité de faciliter financièrement l'accès des catégories C à la

formation pour faciliter par là même les évolutions de carrière. Une réflexion sur les dispositifs qu'il convient de mettre en place pour intégrer la question de la formation et de l'accompagnement du personnel dès lors que l'on restructure certains services s'est également engagée et devra se poursuivre lors du prochain CT.

On peut du reste regretter que le principe d'une grève débutant le lendemain, vendredi à 10 heures ait été adopté alors que le CT siégeait et sans en avoir attendu les conclusions qui permettraient pourtant d'avancer dans la voie de certaines des revendications avancées. Je veux du moins continuer à faire le pari que, portés par une volonté commune de défendre ce bien commun qu'est Paris 8, nous saurons, ensemble, et tous partenaires confondus, trouver l'énergie et l'intelligence propres à avancer des solutions qui pourront améliorer concrètement les conditions de travail de chacun, dans l'intérêt du service public et donc de tous nos personnels, enseignants ou Biatoss et aussi de nos étudiants.

C'est pourquoi dès vendredi, j'ai rencontré les syndicats qui portaient l'appel à la grève afin d'envisager avec eux les modalités d'un dialogue sérieux et constructif supposant qu'on s'accorde sur les cadres de la négociation.

Je leur ai fait part de mes propositions : sur la base des revendications exprimées, dégager d'ici mardi une énumération précise des chantiers nécessaires et un calendrier de travail qui aura à traiter de la question des conditions de travail, des carrières, des primes, de l'emploi contractuel. Cette liste peut évidemment recouvrir des dossiers déjà en cours.

Nous devons pouvoir être en mesure d'organiser une série de tables-rondes dès les prochains jours afin de dégager ce qui relève de solutions immédiates ou rapides qui pourront être mises en œuvre avant la fin de l'année civile, et ce qui mérite une réflexion de plus longue haleine à laquelle chacun pourra trouver les moyens de s'associer tout en se fixant comme limite cette année universitaire 2012/2013.

Danielle TARTAKOWSKY

